

BEATRICE GUILLEMONT

PARIS, FRANCE

✉ beatrice.guillemont@u-bordeaux.fr

✉ beatrice.guillemont@gmail.com



I. THESE DE DOCTORAT

2015-2021 : **Doctorat de droit, mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité, autorisation de publier en l'état et de concourir à des prix de thèse**

Prix : Récipiendaire du **Prix Éthique recherche d'Anticor**, association de lutte contre la corruption, 30 janvier 2021

Sujet : **Recherches sur le droit de la probité des élus de la République**

Date d'obtention : **15 janvier 2021 à l'Université Toulouse Capitole**

Jury : **Corinne MASCALA**, Professeur de droit privé et sciences criminelles à l'Université Toulouse Capitole (codirectrice de thèse) ; **Ferdinand MELIN-SOUCRAMANIEN**, Professeur de droit public à l'Université de Bordeaux (codirecteur de thèse) ; **Charles-Édouard SENAC**, Professeur de droit public à l'Université de Bordeaux (rapporteur) ; **Elsa FOREY**, Professeure de droit public à l'Université de Bourgogne (rapporteuse) ; **Jean-Louis NADAL**, Procureur général honoraire près la Cour de cassation, ancien Président de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique (invité).

Sommaire : **Partie 1. Les insuffisances du dispositif répressif de probité des élus de la République**
Chapitre 1. Le dispositif bâti sur le devoir de probité
Chapitre 2. La difficile mise en œuvre du dispositif
Partie 2. La consécration du dispositif préventif de probité des élus de la République
Chapitre 1. Le foisonnement d'outils d'encadrement et de contrôle
Chapitre 2. La multiplication des objets du contrôle
Partie 3. Le dépassement du dispositif de probité des élus de la République
Chapitre 1. Les limites du dispositif de probité
Chapitre 2. La naissance d'un droit de la probité des élus de la République – vers un quatrième pouvoir de contrôle ?

Résumé : Afin de lutter contre la corruption et les conflits d'intérêts des 557 484 élus de la République et renouer le lien de confiance entre ces derniers et les citoyens-électeurs, les pouvoirs publics ont adopté, à l'occasion d'une quinzaine de lois depuis 2013, une série de mesures. Cerclées par le principe matriciel de probité, ces mesures sont à la fois préventives (déclarations déontologiques, inéligibilités et incompatibilités, encadrement des recrutements des collaborateurs politiques...) et répressives (condamnation pénale en cas d'atteintes à la probité avec le prononcé d'une peine d'inéligibilité par exemple) et forment un *continuum* laissant apparaître un statut général de l'élu. Ce dernier vient de surcroît bousculer la conception traditionnelle du mandat électif et, plus largement, les représentations classiques du droit constitutionnel institutionnel. Parallèlement, alors que le système répressif a été consolidé autour de services et institutions spécialisés en matière de « délinquance en écharpe » et plus largement de délinquance économique et financière de laquelle les élus peuvent relever, le système préventif s'est structuré autour d'organes et autorités, à l'instar des instances chargées de la déontologie, de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques et de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique. Cette dernière, bien que non constitutionnelle et dépourvue de pouvoirs normatif et de sanction, représente la véritable clé de voûte du dispositif de contrôle de la probité des élus et plus largement des responsables publics. Elle joue un rôle singulier dans le concert des institutions républicaines en s'appuyant notamment sur son pouvoir singulier de publicité. Par ailleurs, la présence dans le champ institutionnel de cette autorité administrative indépendante semble entraîner un bouleversement dans l'équilibre des pouvoirs en faisant apparaître une quatrième fonction qui est celle de contrôle. En outre, de cet ensemble de règles apparaît un droit de la probité des élus de la République, jeune et encore en pleine mutation, empruntant à plusieurs branches du droit public (droits pénal, constitutionnel, parlementaire, administratif, électoral notamment). La thèse, aussi théorique que technique, a également pour ambition de montrer que le dispositif juridique de la probité modifie en profondeur le paysage institutionnel sans remettre en cause le régime représentatif, lequel se trouve, au contraire, revitalisé par le contrôle des élus. Enfin, dans une démarche multidisciplinaire et transversale en droit, la thèse contribue à mettre en lumière les mutations contemporaines qui affectent l'exercice du mandat électif public en France en puisant notamment dans l'histoire du droit, l'histoire des idées politiques et la théorie constitutionnelle.

II. PARCOURS UNIVERSITAIRE

- 2015-2020 : **Doctorat en droit public**, Université Toulouse Capitole
Titre de la thèse : *Recherches sur le droit de la probité des élus de la République*
Codirection : Corinne MASCALA, Professeur agrégé de droit privé et sciences criminelles, Ferdinand MÉLIN-SOUCRAMANIEN, Professeur agrégé de droit public de l'Université de Bordeaux
Laboratoires : Centre de Droit des Affaires (CDA EA 780), Université Toulouse Capitole
Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCCLÉ EA 7436), Université de Bordeaux
École doctorale Sciences Juridiques et Politiques, Université Toulouse Capitole
- 2014-2015 : **Complément d'études**
Rattaché à l'École doctorale Droit et Sciences politiques
Université Toulouse Capitole
Direction : Madame le Professeur Corinne Mascala
Sujet : *Manquements au devoir de probité des élus de la République*
Membres du jury : Mesdames le Professeur Corinne Mascala, Nathalie Laval Mader, Marie-Hélène Gozzi
- 2012 : **Master 2 Droit et gouvernance des énergies**
Université d'Aix-Marseille
Mémoire de recherche : *La transparence en droit nucléaire*
- 2011 : **Master Droit des affaires**
Université d'Aix-Marseille
Mémoire de stage : *Le principe de loyauté dans la rupture brutale des relations commerciales établies*
- 2010 : **Licence de droit**
Université d'Aix-Marseille
- 2006 : **Baccalauréat général**, série science économique et sociale

III. ACTIVITES D'ENSEIGNEMENT ET D'EXAMEN

A. Activités d'enseignement

- 2019-2021 : **Attachée temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)**, mi-temps, Université de Bordeaux
Thématique : droit constitutionnel
- 2017-2018 : **Intervenante**, Institut d'Études Judiciaires, Université Toulouse Capitole
Thématiques : droit constitutionnel, droit administratif, note de synthèse et note administrative (examen du CRFPA, concours ENM, Commissaire, Directeur des services de greffe, greffiers)
- 2016-2018 : **Intervenante**, Sciences Po Toulouse
Séminaires de transversalité, Parcours : Master 2 carrières administratives
Thématiques : probité des élus de la République
Candidats se préparant aux épreuves des concours A et A+ (ENA/INET/EHESP/EN3S/ MAEE)
- 2016-2018 : **Enseignante spécialisée**, Centre de Formation Juridique (CFJ)
Thématique : note de synthèse du CRFPA et de l'ENM
- 2013-2018 : **Tutrice pédagogique**
Thématiques : initiation à la méthodologie, à la recherche et à la rédaction juridiques, droit public (droit constitutionnel, droit administratif, droit des collectivités territoriales, droit des finances publiques, droit des libertés fondamentales, droit des institutions internationales)
- 2013-2018 : **Vacataire chargée de travaux dirigés**, Université Toulouse Capitole
Travaux dirigés : droit constitutionnel, droit de la famille, droit des obligations

B. Activités d'examen

- 2017-2018 : **Membre du jury d'examen du Grand oral** de fin de cycle de Sciences Po
Public : candidats en fin de cycle (tous masters confondus), master 2

- 2017-2019 : **Examinatrice** des épreuves écrites et orales de l'Institut Universitaire d'Abidjan (Côte d'Ivoire) et de l'Institut Supérieur de Management de Dakar (Sénégal), Université de Champollion
Public : étudiants en licence et en master 1 de droit
- 2016-2017 : **Correctrice** des épreuves d'entraînement à la note de synthèse de la préparation à l'examen d'entrée à l'école des avocats, Institut d'Études Judiciaires, Université Toulouse Capitole
Public : candidats à l'examen d'entrée à l'école des avocats
- 2016 : **Examinatrice** de la note de synthèse, examen d'entrée à l'école des avocats, Institut d'Études Judiciaires, Université Toulouse Capitole
Public : candidats à l'examen d'entrée à l'école des avocats
- 2016-2017 : **Examinatrice** des épreuves orales de licence en droit de la concurrence et droit de la consommation Université Toulouse Capitole

IV. RESPONSABILITES ET IMPLICATIONS ADMINISTRATIVES ET SCIENTIFIQUES

- 2017-2021 : **Expert-étudiant** auprès du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCÉRES)
Depuis le 26 juillet 2017
- 2018- : **Administratrice** de L'Observatoire de l'éthique publique
Depuis le 4 février 2021
Membre de l'équipe scientifique de L'Observatoire de l'éthique publique et chargée des réseaux sociaux,
Depuis le 1^{er} décembre 2018
- 2017-2019 : **Représentante tête de liste des doctorants**
Conseil de l'École doctorale de Sciences Juridiques et Politiques de Toulouse
Université Toulouse Capitole
Période : 19 janvier 2017-18 mai 2019
- 2018-2020 : **Représentante suppléante des doctorants**
Commission de la Recherche de l'Université Toulouse Capitole
Période : 30 mars 2018-12 octobre 2020

V. TRAVAUX SCIENTIFIQUES

A. Articles

- 2019 : « **L'effectivité du droit pénal en matière électorale : un personnel politique condamné ?** », dans « *Droit pénal électoral* », Dechenaud (D.), Rambaud (R.), Ribeyre (C.) (dir.), LGDJ – Lextenso éditions, coll. Colloques & Essais, 2019, p.55-70
- 2019 : « **Rendre plus transparentes et objectives les rémunérations des hauts fonctionnaires** », étude pour l'Observatoire de l'éthique publique, 1^{er} juillet 2019
- 2019 : « **La rémunération des présidents d'AAI et API** », étude pour l'Observatoire de l'éthique publique, 1^{er} février 2019
- 2018 : « **Fraude fiscale : tarif spécial pour la délinquance en écharpe !** », *position paper* pour l'Observatoire de l'éthique publique, 13 octobre 2018
- 2018 : « **(Re)définitions du conflit d'intérêts et du délit de prise illégale d'intérêts : même combat !** », *position paper* pour l'Observatoire de l'éthique publique, 3 septembre 2018

B. Communications

- 2019 : « **Science criminelle - l'effectivité du droit pénal en matière électorale : un personnel politique condamné ?** », à l'occasion du colloque portant sur le *Droit pénal électoral*, Dechenaud (D.), Rambaud (R.), Ribeyre (C.) (dir.), Université de Grenoble Alpes, 14 mars 2019
- 2019 : « **Entre vie privée et vie publique : la vie sexuelle du personnel politique** », à l'occasion du colloque international et interdisciplinaire sur *La vie privée des responsables publics*, Sénac (Ch.-É.) (dir.), Centre Universitaire de Recherche sur l'Action Publique et Politique (CURAPP), CNRS, Université de Picardie Jules Verne, Amiens, 6 et 7 février 2019

C. Organisation et participation à des évènements scientifiques

- 2020 : Participation à la table ronde « **Les réponses institutionnelles à la corruption** » de l'Université d'Anticor, 21 novembre 2020
- 2019 : Conférence débat « **Médias et transparence de la vie publique** » à Sciences Po Paris
Béatrice Guillemont, Nicolas Kaciaf (organisateurs)
LIEPP Sciences Po Paris, L'Observatoire de l'éthique publique, 13 juin 2019
- 2019 : « **Science criminelle - P'effectivité du droit pénal en matière électorale : un personnel politique condamné ?** », à l'occasion du colloque portant sur le *Droit pénal électoral*, Dechenaud (D.), Rambaud (R.), Ribeyre (C.) (dir.), Université de Grenoble Alpes, 14 mars 2019
- 2019 : « **Entre vie privée et vie publique : la vie sexuelle du personnel politique** », à l'occasion du colloque international et interdisciplinaire sur *La vie privée des responsables publics*, Sénac (Ch.-É.) (dir.), Centre Universitaire de Recherche sur l'Action Publique et Politique (CURAPP), CNRS, Université de Picardie Jules Verne, Amiens, 6 et 7 février 2019
- 2017 : Organisation du colloque « **L'impact des nouvelles technologies sur le droit et ses acteurs** », avec l'Association des doctorants et docteurs du Centre de droit des affaires (ADDCDA)
Université Toulouse 1 Capitole, 1^{er} décembre 2017
- 2017 : Participation à l'évènement scientifique « **La nuit européenne des chercheurs** » avec une équipe de doctorants en droit de l'Université Toulouse Capitole
Université fédérale Toulouse Midi-Pyrénées, 29 septembre 2017

VI. AUTRES ACTIVITES SIGNIFICATIVES DE COMMUNICATION

- Février 2020 : « **Peut-on vraiment parler d'américanisation de la vie politique ?** », *Le temps du débat* de *France Culture*, 18 février 2020
- Février 2020 : « **Quelle déontologie pour la vie publique française ?** », *60'* de *TV5 Monde*, 8 février 2020
- Décembre 2019 : « **Jean-Paul Delevoye, le Haut-commissaire aux retraites démissionne** », *BFM Story* de *BFM TV*, 16 décembre 2019
- Décembre 2019 : « **Les révélations relatives à Jean-Paul Delevoye** », *France Info*, 14 décembre 2019
- Octobre 2019 : « **Thierry Breton, un choix risqué ?** », *Ça vous regarde* de la *LCP*, 24 octobre 2019
- Juillet 2019 : « **François de Rugy, blanchi ?** » *BFM Story* de *BFMTV*, 23 juillet 2019
- Juillet 2019 : « **Affaire François de Rugy : les élus au régime sec** », *BFM Story* de *BFMTV*, 17 juillet 2019
- Juillet 2019 : « **Politique Affaire de Rugy : "C'est une culture de la probité qu'il faut installer"** », *We demain*, 17 juillet 2019
- Juillet 2019 : « **Pourquoi les responsables politiques ne démissionnent-ils pas quand ils sont mis en cause ?** », *France Info*, 13 juillet 2019
- Février 2019 : « **Grand débat : et si on limitait le salaire des élus à cinq fois le montant du smic ?** », *Le Parisien*, 13 février 2019
- Février 2019 : « **La rémunération des élus** », *La Quotidienne* de *France 5*, 6 février 2019
- Janvier 2019 : « **La rémunération de nos responsables publics devrait faire partie du grand débat national** », *Le Monde* numérique et papier, 21 janvier 2019

VII. AUTRES ACTIVITES SIGNIFICATIVES HORS DE L'UNIVERSITE

2014 - 2016 (2 ans) : **Première présidence de la Cour d'appel de Toulouse**

Assistante de justice

- Contentieux des recours de l'aide juridictionnelle (rédaction de projets d'ordonnances, instructions, audiences), correctionnel et des pensions militaires (rédaction de rapports, audiences)
- *Interviews* de magistrats et greffiers pour la Première présidence de la Cour, gestion du site intranet sur le ressort de la Cour, photographie